



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1999/342  
26 mars 1999

ORIGINAL : FRANÇAIS

---

LETTRE DATÉE DU 26 MARS 1999, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE  
GÉNÉRAL PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'ALLEMAGNE  
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de porter à votre attention la déclaration du Conseil européen à propos du Kosovo, publiée le 25 mars 1999 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent  
de l'Allemagne auprès de  
l'Organisation des  
Nations Unies

(Signé) Dieter KASTRUP

ANNEXE

[Anglais/français]

Déclaration du Conseil européen à propos du Kosovo,  
publiée le 25 mars 1999

Le Conseil européen est fortement préoccupé par l'échec des efforts de médiation entrepris par M. l'Ambassadeur Holbrooke et les trois négociateurs du processus de Rambouillet, MM. Hill, Majorski et Petritsch, auprès du Président de la République fédérale de Yougoslavie, M. Slobodan Milosević. Ces efforts avaient pour objectif commun de persuader la République fédérale de Yougoslavie d'accepter un cessez-le-feu au Kosovo et une solution politique au conflit qui s'y déroule, afin d'empêcher une catastrophe humanitaire.

Plus de 250 000 Kosovars sont désormais sans abri à la suite de la répression menée par les forces de sécurité de Belgrade. Quelque 65 000 personnes ont été chassées de chez elles au cours du dernier mois et 25 000 depuis la rupture, vendredi dernier à Paris, des pourparlers de paix. Tandis que les Albanais du Kosovo signaient les accords de Rambouillet, les forces de Belgrade pénétraient en masse au Kosovo pour y lancer une nouvelle offensive. Depuis que les hostilités ont éclaté, en mars 1998, environ 440 000 personnes, soit plus d'un cinquième de la population du Kosovo, ont fui ou ont été déplacées. On dénombre chaque jour de nouvelles victimes. La population civile est la cible des hostilités.

La communauté internationale a fait tout ce qui était en son pouvoir pour qu'une solution pacifique soit trouvée au conflit du Kosovo. À Rambouillet et, plus récemment, à Paris, après des mois de préparation, d'intenses efforts ont été déployés pour que l'on parvienne à un accord d'autonomie pour le Kosovo qui soit équitable pour les deux parties au conflit et qui assure aux Serbes du Kosovo, aux Albanais du Kosovo et à toutes les autres communautés nationales la perspective de vivre dans la paix. Le projet d'accord qui a été signé par les Albanais du Kosovo à Paris va dans ce sens : partant du principe de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie, il assure au Kosovo un degré élevé d'autonomie, garantit à tous les habitants du Kosovo la jouissance des droits individuels de l'homme, conformément aux critères européens les plus élevés, envisage de larges droits pour toutes les communautés nationales vivant au Kosovo et jette les fondements de la nécessaire reconstruction de cette région déchirée par la guerre.

Les dirigeants yougoslaves sous la présidence de M. Milosević ont refusé avec obstination de rechercher sérieusement une solution politique. Ils ont présenté à la population yougoslave une image déformée des questions en jeu et de l'évolution des négociations. En outre, ces dernières semaines, la police serbe et les forces armées fédérales de Yougoslavie ont renforcé massivement leur présence au Kosovo, dépassant ainsi une nouvelle fois les limites fixées dans l'accord conclu le 12 octobre 1998 entre MM. Holbrooke et Milosević. Enfin, les forces de sécurité yougoslaves mènent des opérations militaires à l'encontre de la population civile du Kosovo, contrevenant ainsi aux dispositions de la résolution 1199 (1998) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

/...

À la veille du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Europe ne peut pas tolérer que se déroule en son sein une catastrophe humanitaire. On ne saurait admettre qu'au coeur de l'Europe la population majoritaire du Kosovo soit collectivement privée de ses droits et soit victime de graves violations des droits de l'homme. Nous, les pays de l'Union européenne, avons l'obligation morale de veiller à ce que ne se répètent pas des actes de violence aveugle comme le massacre de Racak en janvier 1999. Nous avons le devoir de veiller à ce que les centaines de milliers de réfugiés et personnes déplacées puissent rentrer dans leurs foyers. L'agression ne doit pas payer. L'agresseur doit savoir que le prix de ses actes sera élevé. Telle est la leçon qu'il faut retenir du XX<sup>e</sup> siècle.

La communauté internationale ne tolérera pas non plus des crimes contre l'humanité. Nous rappelons à ceux qui font perdurer le conflit au Kosovo que le mandat du Tribunal de La Haye couvre également cette région. Ces personnes et leurs chefs seront tenus pour personnellement responsables de leurs actes.

C'est à nous qu'il appartient en définitive d'assurer que règnent la paix et la coopération dans cette région. C'est par la réalisation de cet objectif que seront garanties nos valeurs fondamentales européennes, c'est-à-dire le respect des droits de l'homme et des minorités, du droit international, des institutions démocratiques et de l'inviolabilité des frontières.

Notre politique n'est pas dirigée contre la population yougoslave ou serbe ni contre la République fédérale de Yougoslavie ou la République de Serbie. Elle vise l'attitude irresponsable de ses dirigeants et de son président, M. Milosević. Elle vise des forces de sécurité qui livrent froidement une lutte impitoyable contre une partie de leur propre population. Nous voulons que ces actes inadmissibles cessent. Le Président Milosević doit mettre un terme à l'agression serbe au Kosovo et signer les accords de Rambouillet, qui prévoient entre autres le déploiement d'une force de mise en oeuvre, sous la direction de l'OTAN, afin d'y assurer la stabilité.

Nous exhortons les dirigeants yougoslaves et le Président Milosević à faire preuve, à cette phase du conflit, du courage nécessaire pour changer radicalement leur politique. Il n'est pas trop tard pour mettre fin à la répression intérieure et pour accepter les efforts de médiation déployés par la communauté internationale. Celle-ci a pour seul objectif d'assurer au Kosovo un avenir politique fondé sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie et qui réponde aux préoccupations et aux aspirations de la population du Kosovo dans son ensemble.

Les Albanais du Kosovo ont montré leur volonté de participer à une solution pacifique en signant les accords de Rambouillet. Il est primordial que, dorénavant, ils fassent preuve d'un maximum de modération.

Nous tenons à souligner que notre objectif n'est pas de maintenir la République fédérale de Yougoslavie dans l'isolement, à l'égard de l'Europe et du reste du monde, qu'elle s'est elle-même infligé. Au contraire, nous souhaitons que l'isolement de la République fédérale de Yougoslavie en Europe prenne fin. Mais il faut pour cela que M. Milosević choisisse le chemin de la paix au Kosovo et s'engage sur la voie de réformes et d'une démocratisation, qui doit comprendre la liberté des médias dans l'ensemble de la Yougoslavie.

Le Conseil européen, dans sa précédente déclaration de ce jour, a évoqué les efforts que la communauté internationale avait déployés pour éviter la nécessité d'une intervention militaire. Nous avons exhorté les dirigeants yougoslaves et le Président Milosević à faire preuve, à cette phase du conflit, du courage nécessaire pour changer radicalement leur politique. L'Alliance atlantique mène maintenant des actions contre des objectifs militaires en République fédérale de Yougoslavie afin de mettre un terme à la catastrophe humanitaire au Kosovo.

La République fédérale de Yougoslavie, alors qu'elle avait été mise en garde à maintes reprises, doit à présent assumer les conséquences les plus graves de son refus d'oeuvrer avec la communauté internationale à un règlement pacifique de la crise au Kosovo. Le Président Milosević doit maintenant assumer l'entière responsabilité des événements actuels. C'est à lui qu'il appartient, s'il le veut, de faire cesser l'action militaire en mettant immédiatement un terme à son agression au Kosovo et en acceptant les accords de Rambouillet.

-----